

Unité départementale de Rouen-Dieppe  
1 rue Dufay  
76032 ROUEN

ROUEN, le 13/12/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 23/11/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **NIPRO PHARMAPACKAGING FRANCE**

85 avenue Pierre Grenier  
92100 Boulogne-Billancourt

Références : UDRD-ET-764  
Code AIOT : 0005801578

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/11/2023 dans l'établissement NIPRO PHARMAPACKAGING FRANCE implanté 4, Rue de la verrerie 76390 Aumale. L'inspection a été annoncée le 26/10/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'exploitant a réalisé des travaux d'extension qui ont fait l'objet d'un dossier de demande d'autorisation environnementale en 2020 et d'un nouvel arrêté d'autorisation du 30 juin 2022 pour l'exploitation de la verrerie. L'inspection du 23 novembre 2023 avait pour objectif le récolement par sondage des dispositions constructives et techniques et organisationnelles dans la partie extension du site.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- NIPRO PHARMAPACKAGING FRANCE
- 4, Rue de la verrerie 76390 Aumale
- Code AIOT : 0005801578
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'usine NIPROPHARMA PACKAGING d'Aumale est un des trois sites de production français du groupe japonais NIPRO Corporate. La branche PHARMA PACKAGING du groupe est spécialiste des emballages en verre dans le domaine pharmaceutique (flacons, ampoule, éprouvettes, seringue). L'usine d'Aumale produit des tubes de verre borosilicate qui seront transformés dans les deux autres usines, Authon duPerche (28) et Lucenay les Aix (58). Elle produit également des frites de verre pour un marché en plein développement dans l'industrie automobile (glass bubble).

Suite au projet d'extension de l'usine, le site a mis en service un nouveau four de fusion fin 2022 en plus des cinq actuellement en exploitation (4 pour la production de tubes et 1 pour le verre fritté), la construction d'un autre four est prévue à moyen terme portant la capacité de production du site de 141 tonnes/jour de verre à 241 tonnes/jour.

Le site emploie actuellement 200 personnes en 5x8.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- récolement nouvelle usine
- risque légionelles
- gestion des eaux
- rejets atmosphériques
- protection et moyens incendie
- bruit

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à

Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Mesures compensatoires	Arrêté Préfectoral du 30/06/2022, article 4-1	Lettre de suite préfectorale	3 mois
3	Moyens d'intervention en cas d'accident	Arrêté Préfectoral du 30/06/2022, article 6-3	Lettre de suite préfectorale	2 mois
4	Protection de la qualité de l'air	Arrêté Préfectoral du 30/06/2022, article 2	Lettre de suite préfectorale	6 mois
5	Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques	Arrêté Préfectoral du 30/06/2022, article 3-2 et 6-1-4	Lettre de suite préfectorale	3 mois
6	Limitation	Arrêté Préfectoral du	Lettre de suite préfectorale	18 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
	des niveaux de bruit	30/06/2022, article 5-2		
7	Tours aéroréfrigérantes	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3 de l'annexe 1	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Comportement au feu - extension des bâtiments	Arrêté Préfectoral du 30/06/2022, article 6	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

à moyen terme.

Dans le cadre du projet d'extension de la verrerie ont été construits et aménagés :

- un bâtiment dit de « composition » dédié à la préparation des matières premières nécessaires à la fabrication du verre ;
- un bâtiment de production comprenant une zone de fusion (fours) et une zone de transformation (découpe et conditionnement du verre étiré) ; le four A a été construit et mis en service en 2023 ; le four B sera construit et mis en service en 2026 ;
- un bâtiment de stockage de produits finis qui accueille également provisoirement des emballages ;
- deux cours accueillant les utilités (réserve incendie, postes de dépotage, zone déchetterie, stockage d'hydrogène et d'oxygène, traitement des eaux etc. ) ;
- un parking.

L'aire de stockage sous tente des emballages n'est pas encore livrée.

Le contrôle par sondage des dispositions constructives n'appelle pas de remarque de la part de l'inspection des installations classées.

Concernant les installations techniques, plusieurs dysfonctionnements sur le traitement d'effluents liés à la mise en service et la prise en main d'installations nouvelles sont actuellement en cours de traitement par l'exploitant : incident sur le traitement des fumées, dépassement du pH et de la concentration en bore des eaux de process, dépassement en légionelles sur les nouvelles TAR .

L'exploitant pour chaque incident a présenté un plan d'actions correctives et les résultats de nouveaux contrôles sont attendus sur ces effluents. De même pour le bruit, le rapport met en évidence deux dépassements d'urgence pour lesquels l'exploitant a initié un plan d'actions.

L'augmentation de production de verre entraîne également une augmentation de la consommation d'oxygène. L'exploitant mène actuellement une réflexion sur la possibilité de produire de l'oxygène sur le site avec potentiellement un changement de classement ICPE.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Mesures compensatoires

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/06/2022, article 4-1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Mesures de réduction
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant met en œuvre dès la mise en exploitation de l'extension de la verrerie les mesures d'évitement, et de réduction suivantes : ... /... création de haies arbustives et arborées sur le site de l'extension
<b>Constats :</b> Les travaux de plantation ne sont pas réalisés mais planifiés en janvier 2024 d'après l'exploitant.  Demande n°1 : l'exploitant transmettra les justificatifs attestant de la réalisation des plantations sous trois mois (facture du prestataire ou photos des plantations)
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3mois

### N° 2 : Comportement au feu - extension des bâtiments

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/06/2022, article 6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, conception des installations
<b>Prescription contrôlée :</b> Article 6-1-1 dispositions constructives et comportement au feu au bâtiment de production de l'extension : murs séparatifs REI120 entre le bâtiment de production et le magasin de produits finis, bande de protection en toiture, porte d'intercommunication EI60, dépassement d'au moins 1 mètre en couverture et en façade des parois séparatives. Les justificatifs attestant du respect des dispositions constructives sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.  Article 6-1-2 : foudre - protection contre les effets de la foudre de niveau I de la cheminée de rejets des effluents atmosphériques de 35m de hauteur.  Article 6-1-3 : accessibilité des engins de secours à proximité de l'installation.
<b>Constats :</b> Par sondage, lors de la visite de terrain, l'inspection des installations classées a constaté visuellement les points suivants :

- mur séparatif en parpaings entre le bâtiment de production et le magasin de produits finis dépassant de l'ordre d'un mètre en façade et en couverture,
- porte d'intercommunication asservie avec fermeture automatique
- voie dédiée pour les engins de secours pour accéder à une des réserves d'eau
- aire de mise en station pour les engins de secours près du magasin produits finis
- protection anti-foudre visible sur la cheminée de rejets des effluents atmosphériques

A la suite de la visite, l'exploitant a transmis différents justificatifs. Par sondage, il a été vu :

- le descriptif et la note de calcul du mur REI120 entre le bâtiment de production et le magasin produit finis,
  - le dossier technique des portes métalliques dont la porte intercommunication de degré EI120,
  - la note de calcul pour le désenfumage du bâtiment produits finis et l'attestation du bon fonctionnement du système de désenfumage (attestation de la société SIA du 13/12/2022)
- Le plan d'ensemble de la cheminée justifiant du respect de la bonne hauteur (35 mètres)  
Les dispositions constructives intervenant dans la lutte contre un incendie contrôlées par sondage n'appellent pas de remarque de la part de l'inspection

**Type de suites proposées :** Sans suite

### N° 3 : Moyens d'intervention en cas d'accident

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 30/06/2022, article 6-3

**Thème(s) :** Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie

**Prescription contrôlée :**

Article 6-3-1: L'exploitant doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens précisés comme ci-après :

.../...

- deux nouveaux réservoirs d'eau de 250 m<sup>3</sup> (partie extension- près magasin) et de 120m<sup>3</sup> (près du rack d'hydrogène), implantés à une distance d'au moins 20m de tout bâtiment et en tout état de cause à moins de 200m des bâtiments à protéger. Celle-ci est aménagée selon les fiches techniques du règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie (annexes B6, B7 et B8 du RDDECI) et fait l'objet d'une réception par le SDIS. L'exploitant rend possible l'accès à ladite réserve par les engins de secours en aménageant une voie carrossable ayant les même caractéristiques que celles énoncées précédemment ;

•.../...

- une détection incendie est prévue dans les locaux à risque sans présence de personnel.

Les moyens sont complétés par les moyens suivants ;

- des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques,.../...
- des robinets d'incendie armés ;
- des réserves de sable meuble et sec convenablement réparties, en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres et des pelles ;

Article 6-3-2 : L'exploitant établit un Plan de défense Incendie sur la base des risques et moyens d'intervention nécessaires analysés pour un certain nombre de scénarii dans l'étude de dangers au plus tard dans l'année suivant l'exploitation des installations de l'extension de la verrerie.

**Constats :**

Concernant les moyens de lutte contre l'incendie, il a été constaté la présence des deux nouvelles réserves d'eau accessibles par une voie carrossable.

Dans les bâtiments, il a été noté la présence d'extincteurs, de RIA, de réserve de sable, d'armoires stockant les tenues d'intervention à chaud pour les opérateurs ou les tenues d'équipiers pompiers.

Le système de détection incendie installé couvre 45 zones réparties dans tous les locaux, locaux techniques ou bureaux. La centrale du système de sécurité incendie (SSI) est installée dans un bureau avec un report en salle de contrôle. Le jour de la visite, l'alarme avait été désactivée sur une partie des zones du fait de déclenchement intempestif lié à des travaux en cours ou d'un vol de pigeon. Un cahier est disponible à côté de la centrale SSI pour tracer les événements liés à son fonctionnement, les mises hors service de l'alarme et remise en service. Cependant, il a été noté qu'il n'est pas renseigné si à la remise en service suite à un déclenchement, une levée de doute a bien été réalisée au préalable.

Dans le bâtiment de stockage des produits finis, les racks ne sont pas encore installés et certaines zones sont encombrées. L'aménagement des stockages dont les matières premières prévues en extérieur sous tente ne sont pas finalisés. L'exploitant a pour objectif de finaliser cet aménagement en février 2024.

Enfin, le plan de défense incendie qui devait être établi au plus tard dans l'année suivant le démarrage des installations de l'extension, est en cours de finalisation d'après l'exploitant, avec un exercice POI prévu en 2024.

L'exploitant a par ailleurs prévu d'afficher la fiche FIRE (fiche d'intervention rapide en entreprise) à l'entrée du site.

Demande n°2 : il est demandé à l'exploitant d'améliorer le suivi des événements liés à la centrale SSI, en particulier, de bien tracer qu'une levée de doute ou une action corrective a été effectuée avant remise en service de l'alarme.

Demande n°3 : il est demandé à l'exploitant de transmettre le plan de défense incendie dans un délai de deux mois.

**Type de suites proposées** : Avec suites

**Proposition de suites** : Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais** : 2mois

#### N° 4 : Protection de la qualité de l'air

**Référence réglementaire** : Arrêté Préfectoral du 30/06/2022, article 2

**Thème(s)** : Risques chroniques, Conception des installations et limitation des rejets

**Prescription contrôlée :**

Article 2-1-1 conduits, installations raccordées et conditions générales de rejet : fours A et B raccordés au conduit BP de 35m

Article 2-2

.../...

Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant devra prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou en arrêtant les installations concernées. La durée cumulée d'indisponibilité des unités de traitement (entretien, remplacement ou réglage des systèmes d'épuration...), pendant laquelle les

valeurs limites de rejets atmosphériques pourraient être dépassées, ne doit pas excéder 250 heures par an. Ces dépassements de valeurs limites devront faire l'objet de déclarations prévues à l'article R.512-69 du code de l'environnement. L'exploitant réalise une évaluation des polluants rejetés durant ces périodes d'indisponibilité.

Article 2-2-3 : Concernant les rejets canalisés issus des fours de fusion n°A et B, un système de filtration en association avec un échangeur de chaleur sera mis en place afin de traiter les fumées. Les filtres utilisés seront des filtres à manches plates au travers desquels passent les gaz. La chaux introduite est dispersée dans le flux d'effluents gazeux, elle réagit avec les chlorures et fluorures gazeux en formant un solide qui est éliminé par filtration (filtre à manches).

**Constats :**

Il a été observé lors de la visite de terrain la nouvelle installation de traitement des effluents atmosphériques entre le bâtiment de production et le bâtiment de composition avec raccordement à une cheminée haute de 35mètres.

A l'intérieur du bâtiment de production, le four A a été conçu avec deux brûleurs, l'un alimenté par un mélange air/gaz, l'autre par un mélange oxygène/gaz, technologie innovante par rapport à la taille du four . Deux ensembles de tuyauteries ont été installées entre la sortie du four A et le système de traitement des fumées : le premier pour véhiculer les effluents issus de la combustion du mélange air/gaz, le deuxième ensemble de diamètre inférieur pour les effluents issus de la combustion oxy/gaz puisque le mélange air/gaz produit 80 % de plus de rejet que le mélange oxy/gaz, à des températures de chauffe différentes.

Le 26 octobre 2023, l'exploitant a informé l'inspection des installations classées d'un évènement significatif avec des avaries (rupture d'étanchéité de certains manchons due à une corrosion précoce) sur les tuyauteries évacuant les effluents vers l'installation de traitement, obligeant l'évacuation des gaz directement à l'atmosphère. Les dimensions des pièces de réparation provisoire ont ensuite provoqué une condensation importante et un colmatage des filtres de l'unité de traitement. Cela a eu pour conséquence un dépassement de 250 heures de rejets atmosphériques non traitées.

Depuis cet évènement, l'exploitant a été contraint de basculer le fonctionnement du four avec une alimentation en oxy/gaz avec un traitement des fumées opérant.

Demande n°4 : il est demandé à l'exploitant d'adresser un bilan de cet évènement significatif intégrant l'impact sur l'environnement et le retour d'expérience sur les matériaux et les dimensions des tuyauteries dans un délai de six mois. Ce retour d'expérience devra être pris en compte pour l'industrialisation et la mise en service du four B.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 6mois

**N° 5 : Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 30/06/2022, article 3-2 et 6-1-4

**Thème(s) :** Risques chroniques, Points de rejets et contrôle des rejets industriels

**Prescription contrôlée :**

Article 3-2 :

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivantes :

- les eaux usées sanitaires (toilettes, lavabos, ...),
- les eaux de process,



- les eaux pluviales de toiture et les eaux pluviales de voirie.

.../...

Concernant les eaux de process, celles-ci se composent :

- d'effluents provenant des purges du circuit de refroidissement des équipements (portes électrodes, enfourneuses, radiateurs, drains, feeders) des fours et des transformateurs,
- des purges du circuit de refroidissement servant à la calcination,
- des concentrats d'eaux générés par l'osmoseur de la station de conditionnement d'eau.

Ces eaux sont traitées puis rejetées dans le Ménillet (affluent de la Bresle).

Article 6-1-4 : dispositifs de rétention et de confinement des déversements et pollutions accidentelles.

V- toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie.../... Le réservoir enterré de 1200m<sup>3</sup> positionné en amont du rejet au milieu naturel, lorsqu'il est obturé, peut assurer le confinement des eaux incendie de l'usine.

#### **Constats :**

Les eaux de process issues de l'usine historique et de l'extension sont traitées via une installation dite « Nomad'o », container qui intègre l'unité de pilotage et de suivi des paramètres (pH, température, débit...), et le dosage des produits de traitement (coagulants, floculants), solution retenue par l'exploitant après une étude de gestion des eaux. Contrairement au dossier de demande d'autorisation qui prévoyait un bassin tampon de 125m<sup>3</sup> puis un bassin de décantation de 60m<sup>3</sup>, les eaux de process après traitement transitent par un décanteur et trois bassins de 33m<sup>3</sup> avant rejet dans le Ménillet.

En juin 2023, les analyses ont montré un problème de pH dans les eaux de rejet suite à un orage qui aurait impacté l'injection d'acide. Un plan d'actions correctives du 22 août 2023 avait été transmis. Le jour de la visite, d'après l'afficheur, le pH des eaux brutes était de 9,38 et le pH des eaux traitées était de 6,86, conforme aux valeurs limites de rejet comprises entre 6,5 et 8,5.

Le sujet de la concentration de bore dans les eaux de rejet par contre reste problématique. Une étude sur l'abattement des concentrations en bore a été lancée par l'exploitant.

Demande n°5 : Il est demandé à l'exploitant de continuer à travailler sur le retour à la conformité du bore dans les rejets sous 3 mois.

En cas d'incendie ou pollution, les eaux de sinistre sont stockées dans le bassin enterré de 1200 m<sup>3</sup> recueillant les eaux pluviales. Il a été observé sur le terrain les collecteurs et l'armoire électrique à proximité du bassin enterré gérant l'ouverture des vannes. Une sonde de mesure de niveau déclenche une alarme afin d'actionner les pompes de relevage. L'exploitant a confirmé après l'inspection que cette alarme était bien reportée en salle de contrôle ainsi que la possibilité d'arrêter les pompes à distance.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 3mois

#### **N° 6 : Limitation des niveaux de bruit**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 30/06/2022, article 5-2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Mesure du niveau de bruit

<b>Prescription contrôlée :</b> Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée un an au maximum après la mise en service de l'installation puis tous les 3 ans.
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis le rapport CERDIS n°2023 05 26 049R relatif au contrôle des niveaux de pression sonore. Les niveaux de bruit en limite d'exploitation ne dépassent pas les valeurs réglementaires. Deux points sont par contre en dépassement pour les valeurs limites d'émergence. Des explications ont été avancées par l'exploitant : Un dépassement sur l'unité 1 serait dû à un dépotage et à la circulation de chariots automoteurs (bip de recul). L'exploitant a en projet d'augmenter la hauteur des murs du stockage de calcin afin d'éviter la diffusion sonore en amont du mur antibruit déjà installé. Un dépassement sur l'unité 2 serait aussi dû à la circulation des chariots automoteurs. Des mesures complémentaires en interne devraient permettre de vérifier si ce résultat est constant ou s'il est lié à un événement exceptionnel ce jour-là lié aux finitions de chantier.  <u>Demande n°6</u> : il est demandé à l'exploitant de réaliser une mesure de bruit et de l'émergence dans les six mois qui suivent la mise en service de toutes les installations de l'extension (four A et B en fonctionnement) (délai 18 mois).
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 18mois

#### N° 7 : Tours aéroréfrigérantes

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3 de l'annexe 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance de l'installation - risque légionelles
<b>Prescription contrôlée :</b> .../... L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de la surveillance pour tenir compte des évolutions de son installation, des connaissances en matière de gestion du risque légionelles et des impacts de l'installation sur l'environnement
<b>Constats :</b> 2 nouvelles TAR (tours aéro-réfrigérantes) ont été installées dans le cadre du projet d'extension. L'exploitant a fait part de dépassements supérieurs à 1000 UFC/L et a mis en place un groupe de travail depuis octobre 2023 pour réaliser une analyse méthodique des risques. Les dépassements pourraient être liés à la présence de bras morts du fait de la ligne de production du four B qui n'est pas encore en service. Un problème avait été également mis en évidence sur une source de légionelles dans le château d'eau en amont cet été, problème résolu d'après l'exploitant.  <u>Demande n°7</u> : il est demandé à l'exploitant de transmettre les derniers résultats de contrôle sur les légionelles dans un délai d'un mois et de poursuivre son travail en visant à prévenir la prolifération des légionelles dans les bras morts du circuit d'eau de refroidissement.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1mois

